

INDONÉSIE Rencontre avec une Suissesse de l'ONG Peace Brigades International, active dans la région de Banda Aceh. Cette Zurichoise de 26 ans a accompagné de nombreuses personnes, durant une année, afin d'assurer leur sécurité. En 2003, elle a été forcée de quitter la province.

«Berne doit soutenir la paix»

» Un accord a été trouvé dimanche entre le Gouvernement indonésien et les rebelles de la province d'Aceh. L'Europe est prête à soutenir ce processus et étudie la possibilité d'envoyer 200 observateurs. Et la Suisse? demande Sabine Ziegler, directrice de l'antenne helvétique des Peace Brigades International (PBI). Sur le terrain, les bénévoles de son ONG s'engagent déjà en faveur des droits humains et de la paix. A Banda Aceh, ils sont même les seuls à suivre les organisations locales pour assurer leur sécurité.

«Cette Indonésienne menait des investigations pour le compte de familles dont certains proches ont disparu. Elle recevait des menaces et deux personnes de notre ONG l'accompagnaient pour dissuader quiconque de s'en prendre à elle et pour témoigner en cas d'incident... Cette avocate a disparu durant le tsunami.» Sibylle Schmutz montre une photographie. Avec ses cheveux blonds et ses yeux bleus, cette Zurichoise de 26 ans n'a pas l'allure d'un garde du corps. Et pourtant, elle a accompagné de nombreuses personnes, durant une année dans la région d'Aceh, afin d'assurer leur sécurité. En 2003, après la proclamation de la loi martiale, elle a été forcée de quitter la province. Depuis le tsunami, son ONG, PBI, a pu retourner dans la région, mais Sibylle Schmutz, elle, poursuit son travail depuis la Suisse, en tant que collaboratrice «Indonésie».

— Comment s'effectue le retour de PBI à Banda Aceh?

— Depuis 2003, l'activité des organisations avec lesquelles nous travaillons était déjà réduite. Toutes



Dernières nouvelles sur le terrain: le Gouvernement indonésien a annoncé que le retrait des soldats dans la province d'Aceh, qui sort des ravages du tsunami, débutera en septembre pour se terminer en décembre. Cette annonce est intervenue alors qu'on a assisté à un regain des combats, les séparatistes affirmant que dix personnes ont été tuées.

ont ensuite perdu des collaborateurs dans le tsunami. Actuellement, elles se réorganisent. Comme beaucoup d'organisations humanitaires sont présentes en ville, les activistes locaux se sentent plus en sécurité, mais la peur est encore très présente en campagne. Une partie de notre travail consiste aussi à reconstituer nos contacts avec les autorités locales.

— La Suisse examine la forme que pourrait prendre son soutien à cette région. Qu'en pensez-vous?

— Cette période de transition est

une opportunité pour la Suisse d'intervenir: elle peut notamment présenter des modèles de participation, comme cela a été fait en ex-Yougoslavie. Il faut aussi favoriser l'envoi d'observateurs, comme ceux de notre organisation.

— Vous-même, vous avez travaillé sur place. Votre passeport helvétique était-il un plus?

— En fait, les Indonésiens confondent Suisse et Suède. Et comme les dirigeants séparatistes sont en exil en Suède, cela en-

traîne une certaine méfiance. Mais, une fois cette confusion levée, le fait d'être Suisse est plutôt un avantage.

— Quelle est la différence entre votre travail et celui que pourrait effectuer l'Union européenne?

— Nous travaillons avec la société civile alors que les observateurs internationaux sont des acteurs du processus de paix, actifs auprès des autorités. Nous, nous accompagnons dans leurs activités des organismes locaux ou des Indonésiens qui ne bénéficient d'aucune



Sibylle Schmutz travaille à Peace Brigades International (PBI). Elle est arrivée à Banda Aceh en 2002, alors que le premier processus de paix fonctionnait relativement bien. En 2003, elle doit quitter le pays comme tous les expatriés: «Cela n'a pas été facile de laisser tous nos partenaires, nous avions peur.»

protection internationale, contrairement à ceux qui travaillent pour des organisations étrangères ou internationales. Nous les suivons, sans intervenir dans leurs activités.

— Comment s'est déroulé votre départ d'Aceh, en 2003, après la proclamation de la loi martiale?

— Je suis arrivée à Banda Aceh en 2002, alors que le premier processus de paix fonctionnait relativement bien. Les gens sortaient le soir, allaient manger dehors... Petit à petit, nous avons vu la situation se dégrader et

nous attendions donc cette proclamation. Elle a été annoncée en pleine nuit. A 5 heures, quand je me suis levée, 100 à 150 écoles avaient été brûlées. Les élèves étaient censés passer des examens et toutes les épreuves ont été annulées. La présence militaire a rapidement augmenté et, comme nos partenaires étaient limités dans leur travail, nous ne pouvions plus les accompagner. Ces événements ont fait ressortir de vieux traumatismes chez eux: nous avons passé beaucoup de temps à les soutenir, à leur dire combien leur travail est important. Finalement, en juillet 2003, tous les expatriés ont dû quitter la région. Cela n'a pas été facile de laisser tous nos partenaires, nous avions peur pour leur sécurité.

— Du coup, vous suivez le processus de paix avec circonspection.

— Nous saluons l'accord trouvé dimanche à Helsinki entre le Gouvernement indonésien et les rebelles! Mais le conflit dure depuis trente ans. Toute une génération a été marquée par ces tortures, déplacements forcés, enlèvements et assassinats: il faudra du temps pour que les choses retournent à la normale. D'où la nécessité de déployer des observateurs sur le long terme et d'impliquer la société civile qui, pour l'instant, a été exclue des discussions. La présence d'observateurs, comme nous, est aussi nécessaire, car nous connaissons les besoins, les revendications de la population. Enfin, il faut punir les coupables des crimes commis durant les années de terreur.

CAROLINE ZUERCHER

ZURICH Les prisons doivent économiser 5,5 millions par année, alors que le nombre des sanctions augmentent.

«Il faut libérer les détenus plus rapidement»

» Le Canton de Zurich doit économiser 5,5 millions de francs par année, alors que les peines prononcées sont de plus en plus nombreuses et que les besoins en places dans les prisons ou en institutions augmentent sans cesse.

L'application des sanctions pénales coûte cher à la collectivité publique. Alors que les économies sont à l'ordre du jour, le Service d'exécution des peines du canton de Zurich n'échappe pas à la règle. «Il serait faux de dire que nous ne pouvons économiser dans ce domaine», admet Markus Notter, conseiller d'Etat en charge de la Justice. Pourtant, les institutions carcérales doivent faire face à une recrudescence des sanctions prononcées et à une augmentation de la sévérité des peines. «Notre marge de manœuvre est très faible», souligne Beatrice Breitenmoser, cheffe du Service zurichois d'exécution des peines.

En effet, en dix ans le Canton de Zurich a vu son besoin de places de prison augmenter de 200 unités. Et cela sans compter la centaine de peines d'enfermement commuées en travail d'intérêt général. Par conséquence, les prisons débordent, comme d'ailleurs dans toute la Suisse.

Le Service zurichois d'exécution des peines estime qu'il faut



En dix ans le Canton de Zurich a vu son besoin de places de prison augmenter de 200 unités. Il faudrait construire une centaine de places supplémentaires dans les dix ans à venir.

dra construire une centaine de places de prison supplémentaires dans les dix ans à venir.

Risque de récidive

Selon Beatrice Breitenmoser, il n'existe que deux possibilités pour influencer les coûts: on peut réduire le temps de l'enfermement et le prix de la pension. La nouvelle stratégie du Service d'exécution des peines consiste

à trouver des solutions pour libérer les détenus plus rapidement. «Or, pour raccourcir les peines d'enfermement des détenus, il faut renforcer l'encadrement en amont pour diminuer le risque de récidive», souligne Beatrice Breitenmoser. Le Service d'exécution des peines veut également diminuer la durée des mesures stationnaires. Les objectifs de traitement et la

date de libération devront être fixés de manière plus précise avec les institutions, soit dès le début de la peine. Cette mesure permettra non seulement une réduction importante des coûts, mais aussi une amélioration de la qualité des services.

D'autres économies sont prévues grâce à une meilleure utilisation des moyens à disposition. Il s'agit par exemple de réutiliser les prisons conçues initialement pour la semi-détention — en nette diminution — pour l'exécution des peines en régime ouvert. Par ailleurs, les traitements ambulatoires psychiatriques en prison seront renforcés. «Le développement de ce type de soins permet une diminution des crises et donc des internements psychiatriques en hôpital, très coûteux», explique Frank Urbiakoff, médecin-chef du service de psychiatrie légale.

Avec ces nouvelles mesures, le Canton compte économiser entre 5,5 millions de francs par année, sur un budget d'environ 180 millions. Markus Notter admet que ces mesures d'économie représentent une charge supplémentaire pour le personnel dans les prisons. Mais offrent aussi, grâce aux nouveaux projets, la possibilité d'améliorer la qualité en matière d'exécution des peines.

ZURICH / MONIQUE KELLER

EN BREF

Achille Casanova: heureux gagnant

PRIX OERTLI Consécration pour Achille Casanova: le porte-parole sortant du Conseil fédéral recevra en octobre le Prix Oertli 2005. Décernée par la fondation éponyme, cette récompense, un don de 30 000 francs, est remise à des personnes «jetant des ponts» entre les régions linguistiques. **ATS**

Franco Cavalli honoré

PRIX MONTAIGNE L'oncologue tessinois Franco Cavalli est le lauréat du Prix Montaigne 2005. Le conseiller national socialiste recevra les 20 000 euros de son prix le 24 octobre à Ascona (TI). Le médecin de 62 ans qui édite par ailleurs le magazine *Annals of Oncology* est récompensé pour sa contribution à la société et ses mérites philanthropiques et scientifiques, a indiqué la Fondation Alfred-Toepfer de Hambourg, à l'origine du prix. **ATS**

Demande pour wagons fumeurs

CFR Moritz Suter a déposé une demande pour exploiter des wagons fumeurs privés sur les grandes lignes CFF, comme Genève-Romanshorn et Bâle-Chiasso. La requête du fondateur de Crossair sera examinée

lors de la prochaine séance de direction des CFF, en août. M. Suter a écrit dans ce sens au directeur général des CFF Benedikt Weibel. **ATS**

Un soldat reçoit 182 paquets

ARMÉE Un soldat d'infanterie stationné à Coire a reçu jeudi 182 paquets, via la poste militaire. Il aurait ainsi battu le précédent record de 160 paquets en un jour, a indiqué le postier responsable, Edi Landolt, sur les ondes de Radio Grischia. **ATS**

Le PNOS pourrait être interdit

EXTRÊME DROITE Le Parti des Suisses nationalistes (PSN, PNOS en allemand) doit être interdit. C'est ce que demande Heinz Kaiser, de l'association «Citoyens du monde en Suisse», dans une plainte qu'il a rédigée hier. Heinz Kaiser a voulu déposer cette plainte auprès de la police cantonale argovienne. **ATS**

Expulsion des marginaux

ZURICH Le Canton de Zurich veut enfin se doter d'une loi sur la police. Le projet ne contient rien de révolutionnaire. Seule la possibilité d'interdire l'accès à la voie publique aux personnes qui dérangent l'ordre public devrait susciter le débat. **ATS**